



## Le G7 et l'Eurogroupe acceptent d'injecter des milliards dans les banques

Par [Peter Schwarz](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 17 octobre 2008

[WSWS](#) 17 octobre 2008

Deux sommets des principaux pays industrialisés ont décidé le week-end dernier de débloquer des sommes illimitées de fonds publics pour venir à la rescousse des banques et des marchés financiers défaillants.

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie et du Japon (G7) se sont retrouvés vendredi soir à Washington pendant que se réunissaient dimanche à Paris les 15 chefs d'Etats et de gouvernements du Groupe Euro (les pays de l'Union européenne qui ont actuellement en partage l'euro comme monnaie unique) et la Grande-Bretagne.

Les réunions avaient été précédées par une semaine turbulente sur les grandes bourses des valeurs du monde qui ont perdu environ un cinquième de leurs valeurs de par le monde. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles à la bourse de New York a chuté de plus de 18 pour cent entre le 6 et le 10 octobre, à Londres, l'indice FTSE 100 des valeurs britanniques a plongé de 21 pour cent, à Francfort, l'indice allemand DAX s'enfonçait de 21,56 pour cent et à Tokyo, le Nikkei de 24,3 pour cent. Au total, les marchés mondiaux ont connu au cours de ces quatre dernières semaines à l'élimination de valeurs équivalentes à 11 billions de dollars. Ce montant correspond littéralement au produit national brut des Etats-Unis ou de l'Union européenne.

Les gouvernements des pays les plus industrialisés ont réagi à la panique sur les marchés boursiers en accordant un blanc-seing pour se servir dans les caisses publiques à tous ceux qui sont responsables en premier lieu de l'effondrement.

Les ministres des Finances du G7 ont adopté à Washington un plan d'action en cinq points qui ne prévoit ni chiffres ni même des évaluations précises mais qui impliquera inévitablement des sommes d'argent colossales.

Premièrement, tous les gouvernements du G7 ont promis d'assurer qu'aucune banque n'irait dans le mur. Deuxièmement, ils veulent garantir que les institutions financières aient un accès suffisant aux liquidités et aux capitaux en prévoyant une garantie des prêts interbancaires à court terme. Troisièmement, ils veulent faire tout leur possible pour que les banques puissent lever suffisamment de capitaux au moyen de rachats d'actifs bancaires par les gouvernements. Quatrièmement, ils s'engagent à garantir les dépôts des clients des banques et, finalement, ils veulent simplifier les règles d'élaboration du bilan des banques pour garantir que les valeurs toxiques ne soient pas immédiatement dégagées du bilan des banques.

Le plan d'action en cinq points tient en une page. Les modalités d'application et le financement du plan seront laissés à la discrétion de chaque Etat. La préoccupation majeure du plan est de garantir que toute aide accordée par un Etat à ses institutions financières ne procure un avantage compétitif à ses concurrents.

Dimanche soir, les chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe Euro ont repris les suggestions du G7 en s'accordant sur une « boîte à outils » pour soutenir les banques en Europe. Parmi les « outils » se trouvent un large accès aux liquidités, l'injection de capitaux et de nouvelles règles de bilan pour les banques. Une fois de plus, le choix, l'application et le financement de ces « outils » reviennent aux gouvernements nationaux. Le plan, de ce fait, ne prévoit aucune approche européenne commune ou de financement commun.

Le modèle de référence du plan du Groupe Euro a été le plan de sauvetage de 500 milliards de livres sterling (635 milliards d'euros) pour renflouer les banques britanniques et décidé la semaine passée par le gouvernement travailliste.

Lundi, le gouvernement allemand soumettait son propre plan de sauvetage de 480 milliards d'euros et qui devrait être rapidement adopté cette semaine par le parlement. Un montant de 400 milliards d'euros de cette somme est destiné à financer les prêts interbancaires et les 80 milliards d'euros restants à recapitaliser les banques.

La France projette de lancer son propre plan de sauvetage de 350 milliards d'euros, 320 milliards d'euros pour le refinancement de prêts non recouvrables et 40 milliards d'euros pour recapitaliser les banques. L'Espagne a l'intention de garantir les prêts interbancaires jusqu'à 100 milliards d'euros.

Ces sommes correspondent jusqu'au double du budget annuel national de ces pays et se traduisent, par tête d'habitant, à trois ou quatre fois plus que le plan de sauvetage de 700 milliards de dollars adopté par le gouvernement américain.

Lundi, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une action concertée avec les banques centrales britannique et suisse selon laquelle elle mettrait à la disposition des banques d'affaires une quantité illimitée de dollars. Elle n'avait jusque-là distribué que des quantités limitées de dollars.

## **Un puits sans fond**

Un aspect frappant et qui saute aux yeux concernant les plans de sauvetage conclus au cours du week-end est leur caractère de classe évident.

Au cours de ces trois dernières décennies, toute revendication en matière d'amélioration sociale a été rejetée catégoriquement avec l'argument que les caisses sont vides. Les impôts sur les hauts salaires et les grosses fortunes ont été baissés, les salaires diminués et les lois protégeant les droits des travailleurs toutes éliminées, selon l'argument habituel, que seul un bénéfice élevé pourrait générer la prospérité pour tous. Ces arguments ont été repris avec enthousiasme, mis en avant et appliqués par le Parti travailliste britannique, les sociaux-démocrates et les syndicats de par le monde.

Maintenant que l'orgie d'enrichissement et de spéculation a entraîné la plus grande crise du système capitaliste depuis 1929, on nous dit que les trésors publics peuvent dépenser sans

limites. Des centaines de milliards sont versés pour compenser les pertes au jeu. Les millions et les milliards qui avaient été accumulés ces dernières décennies en raison de la spéculation et de taux d'impôts bas restent intouchés. Finalement, la facture sera payée par la population laborieuse sous forme d'autres coupes sociales, d'un accroissement du chômage et de l'inflation.

Les gouvernements ont littéralement remis les clés de leurs trésors publics aux banques. La redistribution massive des richesses de bas en haut au cours de ces trois dernières décennies se poursuivra et s'accélérera au cours de la crise financière actuelle.

En se portant garant qu'aucune banque majeure ne fera faillite, les gouvernements se sont publiquement constitués otages des plus puissants intérêts financiers. Les banquiers et les gouvernements officiels ont collaboré étroitement dans tous les comités formés dans le but de préparer et d'appliquer les plans de sauvetage.

Aux Etats-Unis, le Trésor est dirigé par Henry Paulson, l'ancien patron de Goldman Sachs, une banque qui a pu tirer profit de la crise. En Allemagne, le patron de la Deutsche Bank, Josef Ackermann, a travaillé main dans la main avec les représentants du gouvernement.

Lundi, les marchés boursiers ont réagi positivement aux décisions prises ce week-end, en compensant en grande partie les pertes du vendredi (mais non celles faites tout au long de la semaine). A New York, le Dow Jones Industrial a bondi de 936 points pour célébrer le torrent d'argent qui est déversé sur les marchés financiers internationaux. Mais l'atmosphère générale est dominée de scepticisme.

Le *Süddeutsche Zeitung* a évalué de façon positive les décisions prises à Washington. Pour la première fois le G7 avait apporté « une réponse globale à une crise financière globale ». Mais, poursuit le journal, la faiblesse de l'accord est « tellement grave que le plan d'action du G7 pourrait entrer dans l'histoire comme le dernier sursaut de la communauté internationale contre l'implosion de leur système financier.

SpiegelOnline cite des experts financiers qui se réfèrent au krach de 1987 : « A cette époque, les indices de marché étaient tombés plus bas après chaque phase de reprise. »

Les gouvernements justifient leurs plans de soutien de plusieurs milliards d'euros par l'argument qu'ils ne sont qu'un moyen de restituer la confiance et le flux des capitaux entre les banques elles-mêmes sans lesquels l'économie entière viendrait à s'arrêter. Selon cette ligne de pensée, la présente crise est simplement une crise de liquidités et de confiance qui se dissipera aussitôt que la circulation de l'argent sera rétablie.

En réalité, nous assistons à l'éclatement d'une gigantesque bulle spéculative qui peut rapidement mener à une spirale inflationniste dans des conditions où d'immenses sommes d'argent nouveau sont injectées dans le système financier par les gouvernements et les banques centrales.

Au cours de ces derniers jours et semaines, il est devenu de plus en plus évident que même les banques n'ont aucune idée du niveau d'actifs toxiques qu'elles détiennent. La valeur totale des produits dérivés actuellement en circulation a été évaluée à 516 billions de dollars. Le marché des dérivés de crédit a cependant un volume de 56 billions de dollars. Et il ne s'agit là que de valeurs papier, des paris sur de futurs développements, susceptibles d'engendrer des pertes et dormant dans les bilans des banques.

Le G7 et les gouvernements européens déploient beaucoup d'efforts pour promouvoir la confiance et le calme. Ils présentent le plan de sauvetage préparé durant le week-end comme la preuve qu'ils maîtrisent la situation. En fait, ces plans sont l'expression d'une panique grandissante. Ce qui est affiché en public comme « une réponse globale à une crise globale » est en réalité l'expression d'un conflit croissant entre les nations individuelles.

Depuis que le gouvernement américain a commencé à soutenir ses banques au moyen de centaines de milliards de dollars en argent des contribuables, d'autres pays craignent des désavantages compétitifs s'ils n'adoptent pas des mesures identiques. Dans la panique générale, une banque bénéficiant du soutien d'un gouvernement financièrement solide a plus de facilités à trouver de nouveaux investisseurs qu'une banque qui n'a pas ce soutien. Les gouvernements, par conséquent, multiplient les engagements financiers qu'ils ne seront jamais en mesure de tenir. Ce sont avant tout les pays plus petits et économiquement plus faibles qui seront les perdants.

De plus, la crise financière se transmet à présent rapidement à l'économie réelle. Le journal Die Zeit prévient : « Le prochain tsunami de l'économie réelle arrive déjà. » Ceci intensifiera les frictions et les conflits entre les nations industrielles les plus puissantes.

Dans le quotidien Süddeutsche Zeitung, Stefan Kornelius aperçoit déjà une crise de l'ensemble de l'ordre mondial et écrit : « La sous-estimation des Etats-Unis a développé toute sa dynamique dans le vacuum de la période pré-électorale... L'Europe, qui s'efforce déjà politiquement de se déconnecter, est aux prises avec ses propres liens. L'idée directrice de l'occident s'estompe, de nouveaux acteurs attendent dans les coulisses. La crise financière se transforme en une crise de l'ordre mondial, c'est ce dont témoignent les efforts dans l'organisation panique des conférences de Washington et de Paris. »

De telles crises, le remplacement des vieilles constellations de pouvoir par de nouvelles, n'ont jamais eu lieu pacifiquement dans l'histoire. L'actuelle crise financière est une expression et la conséquence d'une profonde crise de l'ordre capitaliste tout entier.

Article original paru le 14 octobre 2008, WSWS.

© WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Peter Schwarz](#), [WSWS](#), 2008

---

Articles Par : [Peter Schwarz](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

[media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)